Document généré le 2 juin 2025 14:05

Revue d'histoire de l'Amérique française

L’histoire « publique » : un enjeu pour l’histoire

Le Comité de rédaction

Volume 57, numéro 1, été 2003

L’histoire « publique » : un enjeu pour l’histoire

URI : https://id.erudit.org/iderudit/008348ar
DOI : https://doi.org/10.7202/008348ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)
1492-1383 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce document

Le Comité de rédaction (2003). L’histoire « publique » : un enjeu pour l’histoire. *Revue d’histoire de l’Amérique française*, *57*(1), 3–4. https://doi.org/10.7202/008348ar

Tous droits réservés © Les Presses de l'Université de Montréal, 2003

Ce document est protégé par la loi sur le droit d’auteur. L’utilisation des services d’Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d’utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l’Université de Montréal, l’Université Laval et l’Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

L'histoire « publique » : un enjeu pour l'histoire

Ce numéro de la *Revue d'histoire de l'Amérique française* est entièrement consacré à la question de « l'histoire publique ». À l'heure où les musées, les séries télévisées, les chaînes de télévision spécialisées, les lieux et monuments historiques et même les sites Internet proposent, à des publics sans cesse élargis, de plus en plus de « produits » à caractère historique ; à l'heure où cette histoire est de plus en plus souvent le fait de professionnels détenteurs d'une formation universitaire ; à l'heure où certaines universités québécoises offrent de nouveaux programmes de formation de deuxième cycle en « histoire publique » et où les professeurs d'universités sont eux-mêmes de plus en plus sollicités pour vulgariser leurs connaissances ; il est en effet apparu pertinent de s'interroger sur cette pratique de l'histoire. Quels liens l'histoire publique entretient-elle avec l'histoire dite « scientifique » ? Existe-t-il (ou devrait-il exister) des ponts entre les deux ? Quel(s) type(s) d'interrogations chacune adresse-t-elle au passé ? En tant que pratique de vulgarisation, peut-on dire que l'histoire publique n'est que l'écrémage de l'histoire scientifique ? Quelle part devraient prendre les universitaires à la diffusion de l'histoire auprès du grand public ? Quelle part prennent-ils ou prennent-elles, effectivement, et quelle évaluation font-ils ou font-elles de leurs diverses expériences ? Que pensent ceux et celles qui œuvrent à l'extérieur des murs de l'université de leur pratique de l'histoire ? Comment envisagent-ils ou envisagent-elles leurs rapports avec les universitaires ? Témoignant d'expériences variées, Normand Perron, Joanne Burgess,

Gilles Lauzon, Jean-Claude Robert, Jacques Rouillard, Alexandra Mosquin, Danielle Hamelin et Catherine Cournoyer, de même que Dianne Dodd ont accepté de nous faire part de leurs points de vue sur une ou plusieurs de ces questions. Nous reproduisons intégralement leurs interventions à la suite d'un premier texte de Marc Riopel qui propose une réflexion critique sur les expressions « histoire publique » et « histoire appliquée », qu'il suggère de remplacer par le terme «application de l'histoire » ; elles sont suivies par une étude de Josette Brun qui signe une première analyse des Fêtes de la Nouvelle-France, édition 2002, et de leur couverture journalistique.

Le Comité de rédaction